



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIKETTY Frères

17 rue Georges Villette
ÉCUELLES
77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE

Références : E 241232
Code AIOT : 0006500936

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement PIKETTY Frères implanté 17 rue Georges Villette, ÉCUELLES 77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE. L'inspection a été annoncée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIKETTY Frères
- 17 rue Georges Villette ÉCUELLES 77250 Moret-Loing-et-Orvanne
- Code AIOT : 0006500936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 08/DAIDD/M/003 du 26 février 2008, les Établissements PIKETTY Frères sont autorisés, sur le territoire de la commune d'Écuelles, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaires sur une superficie d'environ 145 ha 79 a 21 ca, à exploiter des installations de lavage concassage criblage de matériaux issus de cette carrière et à exploiter une centrale de malaxage et une installation de concassage (recyclage de béton et déconstruction de chaussées), implantées à l'intérieur de la carrière.

Cette autorisation d'exploiter accordée pour une durée de 30 ans a été modifiée par arrêté

préfectoral n° 2010/DCSE/M/009 du 2 juillet 2010, notamment pour prolonger les délais de mise en service des nouvelles installations de traitement de matériaux en carrière et actualiser le montant de référence des garanties financières.

En février 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet des modifications apportées aux conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière (maintenant située sur la commune nouvelle de Moret-Loing-et-Orvanne) et aux installations de traitement de matériaux implantées dans la carrière. Après transmission par l'exploitant de tous les éléments d'appréciation nécessaires, ces modifications feront l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin d'adapter les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-16-2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-13	Sans objet
3	Caractéristique de la carrière	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article I-3-3	Sans objet
4	Nouvelles installations de traitement en carrière	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article 1-4.2	Sans objet
5	Pneumatiques usagés non réutilisables	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article I-7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière, autorisée jusqu'en 2028, est exploitée plus lentement que prévu. La remise en état du site Est est en retard.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-13
Thème(s) : Autre, Exploitation conditionnelle
Prescription contrôlée : Avant tout travaux sur les phases 5 et 6, la synthèse des informations recueillies dans le cadre des dispositions des articles IV-3-2-4.V et IV-3-2-4.V est soumise à un hydrogéologue agréé qui proposera éventuellement des prescriptions d'exploitation afin de préserver au mieux l'écoulement de la source de la fontaine du Dy.
Constats : La carrière est exploitée plus lentement que prévu en 2008, avec une production annuelle très inférieure à la production maximale autorisée (de l'ordre de 30 000 tonnes en 2020, 2021, et 2022 tonnes et 397 000 tonnes en 2023 pour une production maximale autorisée de 800 000 tonnes). Le sens du phasage d'extraction est néanmoins respecté. La phase 5 n'est pas entamée. L'exploitant connaît et prend en compte les dispositions de l'article III-13.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-16-2

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

Les opérations d'exploitation et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté. Elle comprend notamment :

1) de manière générale :

- La mise en sécurité des fronts d'exploitation au minimum par talutage, le démontage de toutes installations,
 - le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les installations, infrastructures et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, y compris toutes les canalisations enterrées,
 - l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure des sites, et notamment la suppression de tous les merlons anti-bruit, du mur à l'ancienne entrée du site Est, du glacis paysager vis à vis de la ferme du Dy.
 - le décapage sélectif et la conservation des terres végétales,
 - la conservation des terres et stériles de découverte,
 - le remblaiement partiel ou total selon les secteurs des excavations à l'aide des stériles issus du site, les fines de lavage du bassin de décantation et de matériaux extérieurs inertes, de PUNR, et des fines de lavage sous forme de boues pressées dans les conditions de l'article II-17.
 - Le régilage des terres végétales, en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de "mouillères".
- A l'automne suivant la remise en place des terres, l'exploitant procède à un semis de graminées (ray-grass, fétuque...) ou de légumineuses (luzerne, trèfle.) qui sont enfouies au printemps avant le premier semis agricole productif. Après enfouissement, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse agropédologique, à raison d'un prélèvement pour 5 hectares sur les trois horizons suivants: 0/30cm, 30/60cm, 60/90cm
- L'abandon dans le srègles de l'art de tout forage ou piézomètre n'ayant plus d'utilité après la remise en état. Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques traversées et l'absence de transfert de pollution,
 - l'achèvement des plantations pour l'intégration paysagère. Les talus réalisés respectent le plan de remise en état joint en annexe.
 - Les chemins sont restitués dans leur emprise initiale.
 - Le passage sous le RD 218 est maintenu.

2) Le site EST (à l'est du RD218) est remblayé à la cote initiale des terrains. Il comporte 17ha50 de terres agricoles en partie sud/est; le complément (soit 27ha 50) est remis en état en zone naturelle comportant un verger traditionnel de 4 ha ceinturé d'une haie plissée, des prairies calcicoles avec bosquets, un chemin de promenade bordé de Noyers et des zones humides.

-le bassin de décantation est remis en état au plus tard à la fin de la première période quinquennale (par remblayage dans les conditions des articles III-17.1 et III-17.4 et arasement des digues) de façon à ce qu'il ne subsiste aucun risque d'enlèvement. Le complément est remis en état au plus tard à la fin de la deuxième période quinquennale par remblayage dans les conditions des articles ITI-17.1, III-17.3, HII-17.4.

3) le site OUEST (à l'ouest du RD 218) comporte une remise en état agricole sur 70 hectares environ par remblayage au niveau du terrain naturel initial dans les conditions de l'article II.17. Les parcelles 1714, 1731, 1732, 343, 195 et la partie nord de la parcelle 61 ne sont que partiellement remblayées et sont restituées en zone naturelle constituée de deux petites zones humides et de collines douces dont les pentes sont compatibles avec un entretien facile et régulier de la végétation et présentant une grande surface exposée au sud. Les points bas ne sont pas en dessous de 65 m NGF

<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant les conditions de remise en état de la carrière et constate que: La remise en état de la zone Est est en retard - la carrière est autorisée jusqu'en 2038-. La remise en état de la zone est comporte des secteurs où le remblaiement atteint des cotes supérieures à celles attendues. L'inspection demande que la topographie du site Est soit abaissée. La dépression SUD-EST doit être comblée, le verger et sa haie doivent être mis en place cet hiver si possible, les chemins du site Est doivent être mis en place et les noyers doivent être plantés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'engage à fournir à l'inspection un calendrier de réalisations de ces travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Caractéristique de la carrière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article I-3-3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Tonnage d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La production maximale annuelle de la carrière est de 600000 tonnes par an soit 250000m³ À compter de la mise en service de l'installation décrite au I-4.2 et de la cessation d'activité de l'installation décrite au I-4 .1 dite «DOSCO» la production maximale annuelle de la carrière est de 800000 tonnes par an en conservant une production moyenne de 600 000 tonnes par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>La production de la carrière est de 297 000 tonnes en 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Nouvelles installations de traitement en carrière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article 1-4.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La nouvelle installation de traitement autorisée par le présent arrêté est constituée notamment par: Un alimentateur primaire, un concasseur primaire, un crible primaire, un lavage-criblage primaire (constitué d'un débourbeur et de 2 cribles), un broyage secondaire, un concasseur secondaire, un criblage tertiaire (constitué de trois cribles) et broyage tertiaire (constitué d'un concassage) et divers convoyeurs. Les eaux de lavage des matériaux sont recyclées. (ajout de flocculant, clarificateur + presse à boues).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de lavage de matériaux avec flocculant, clarificateur et presse à boues n'a jamais été</p>

<p>mis en place dans cette carrière. Toutes les installations de traitement ont été démontées et sont remplacées par des installations présentes par campagnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Pneumatiques usagés non réutilisables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article I-7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Enfouissement de PNUR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant ne peut recevoir que des Pneumatiques usagés non réutilisables (PUNR) préalablement triés; propres; ne provenant pas d'importation et uniquement dans le cadre d'une convention avec ALIAPUR, en vue du remblaiement partiel de l'excavation (cf. art. EI-17). L'exploitant notifie à Monsieur le Préfet de Seine et Marne le début de cette activité et lui adresse copie des documents prévus à l'article VI-1. Les PUNR en attente d'enfouissement sont stockés dans un local couvert divisé en deux cellules de 10X25 m fonctionnant en alternance et dont le sol constitue une aire étanche. La quantité de PUNR à stocker est limitée à 300 m³ sur une hauteur maximale de 2,4 m , des repères visuels aux murs permettent de vérifier cette prescription. Le local est pourvu de moyen de secours contre l'incendie appropriés tels que, extincteurs à mousse ou à neige carbonique, stocks de matériaux meubles avec pelles, prises d'eau équipée de vannes pompier à moins de 200 m. De plus des mesures sont prises pour éviter la pullulation des insectes et des rongeurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a jamais eu d'apports de pneumatiques usagés non réutilisables dans cette carrière. L'exploitant confirme qu'il y renonce.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>